



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC  
Place du Portage, Phase III  
Core 0A1/Noyau 0A1  
11 Laurier St./11, rue Laurier  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT**  
**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes  
partagés (XL)  
4C1, Place du Portage Phase III  
11 Laurier St./11, rue Laurier  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> SCC - SGIST	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 21120-102299/C	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 002
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 21120-102299	<b>Date</b> 2012-09-21
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XL-112-24673	
<b>File No. - N° de dossier</b> 112xl.21120-102299	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-10-01</b>	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Sanford, Phil	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 112xl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-3882 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 953-3703
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**La présente modification n° 002 vise à :**

répondre aux questions soulevées par l'industrie.

**Question n° 003:****Question**

L'État peut-il divulguer la valeur estimative du contrat relatif à cette demande de propositions?

**Réponse**

Le Canada ne fournira pas de valeur estimative pour tout contrat subséquent. Dans les documents de la demande de propositions, le Canada a toutefois déjà estimé les quantités de biens et services dont il aura besoin. Le budget devrait permettre l'achat des quantités évaluées à des prix compétitifs.

**Question n° 004:****Question**

Comme vous le savez peut-être, des dossiers juridiques hautement médiatisés au sujet des droits de propriété intellectuelle sont étudiés par différents tribunaux un peu partout dans le monde. Ces dossiers illustrent l'importance de l'émission de licences appropriées pour les droits de propriété intellectuelle et du respect de ces licences par toutes les entités touchées. Les fournisseurs de logiciels ont souvent recours à des logiciels ouverts, à des logiciels tiers, ou à des technologies concédées qui offrent des fonctions qui font partie du logiciel offert aux utilisateurs et à d'autres personnes morales. Il est essentiel, pour tous les fournisseurs, que les modalités de ces ententes soient intégrées à tous les contrats subséquents.

Bien que la présente demande de propositions ainsi que les clauses du guide des CCUA répondent à certaines préoccupations à ce sujet, il n'en demeure pas moins qu'il existe des lacunes importantes qui doivent être comblées. Dans le cadre de la présente demande de propositions, l'État accepterait-il de permettre aux fournisseurs de logiciel d'inclure les modalités d'utilisation de leur licence de logiciel dans leur soumission? Ces modalités seraient ensuite intégrées à tout contrat subséquent. Si ces modalités devaient entrer en contradiction avec celles de la demande de propositions, les deux parties pourraient négocier afin d'établir des modalités satisfaisantes. Dans le cas où il serait impossible de s'entendre, le processus prendrait fin, et l'État attribuerait le contrat au soumissionnaire classé au deuxième rang.

**Réponse**

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-102299/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-102299

Amd. No. - N° de la modif.

002

File No. - N° du dossier

112x121120-102299

Buyer ID - Id de l'acheteur

112x1

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

Le Canada a examiné votre demande, et l'exigence demeurera inchangée. Canada recommande que les soumissionnaires utilisent le processus de demandes de renseignements pour identifier toutes modifications spécifiques qu'ils voudraient demander.

**Question n° 005:**

**Question**

L'État peut-il repousser la date de clôture afin d'allouer aux soumissionnaires 30 jours, à partir de la date de publication sur MERX de la question 4, pour préparer une réponse?

**Réponse**

Le Canada n'acceptera aucune prolongation pour le moment.

**Question n° 006:**

**Question**

L'État peut-il ajouter ce qui suit à tout contrat subséquent : « L'entrepreneur peut, au maximum une fois par année, demander à l'autorité contractante de lui fournir une attestation signée de la part du Canada afin de vérifier que le logiciel sous licence est utilisé conformément aux modalités établies au contrat. »?

**Réponse**

Le Canada a examiné votre demande, et l'exigence demeurera inchangée.